

LES DROITS DE TRANSMISSION

Pour une démocratisation de

La polémique sur les prix prohibitifs appliqués par les cessionnaires des droits de transmission télévisée des matchs de la CAN pose en filigrane la problématique d'une opposition entre le droit de propriété des confédérations — la CAF en l'occurrence — sur les événements qu'elles organisent et le droit à l'information du public.

Le droit à l'information

Le droit à l'information dans le domaine sportif s'entend du droit du public à l'accès à des événements d'une importance majeure sans devoir payer cet événement de quelque manière que ce soit (abonnement à une chaîne cryptée, VOD...).

Cette cession des droits d'exploitation par l'organisateur de la compétition garantit, par l'obligation d'une contractualisation, l'existence d'une négociation sur les conditions d'utilisation des manifestations et des compétitions. Ce droit de propriété permet aux organisateurs de disposer de bases juridiques solides pour défendre leurs droits auprès des différents tribunaux.

Le droit à l'information heurte de front un autre droit fondamental qu'est le droit de propriété et particulièrement le droit de chaque propriétaire de vendre ses produits au plus offrant dès lors que la commercialisation est soumise à une procédure non discriminatoire.

Le droit de propriété des organisateurs sur les événements qu'ils organisent

Afin de protéger l'éthique des compétitions et de garantir la pérennité des manifestations sportives, il est nécessaire que toute exploitation commerciale des manifestations sportives se fasse avec l'autorisation et sous le contrôle de l'organisateur. Cette cession des droits d'exploitation par l'organisateur de la compétition garantit, par l'obligation d'une contractualisation, l'existence d'une négociation sur les conditions d'utilisation des manifestations et des compétitions. Ce droit de propriété permet aux organisateurs de disposer de bases juridiques solides pour défendre leurs droits auprès des différents tribunaux.

Le droit de propriété de l'organisateur existe depuis 1992 dans le droit français, à l'article L.333-1 du Code du sport «[...] les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives mentionnés à l'article L. 331-5, sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent». Il s'agit d'un droit de propriété incorporelle, à caractère général, au profit de l'organisateur sur toute exploitation qui est faite de sa manifestation. Au regard des investissements consentis, il est juste et légitime que les organisateurs aient un retour financier sur l'exploitation commerciale de leurs événements.

La problématique : le droit à l'information face au droit de propriété

Tous ceux qui ne peuvent accéder aux grandes manifestations sportives réclament, au nom de ce droit, la possibilité

d'en diffuser des images et d'accéder aux compétiteurs.

Les Jeux olympiques illustrent l'opposition désormais classique dans la sphère du sport entre droit de propriété et droit à l'information. Cette opposition avait été évoquée par le Conseil supérieur audiovisuel français dès 1991 : «Le sport est spectacle, mais il est aussi information ; la compétition appartient à celui qui l'organise, mais elle appartient aussi à la collectivité publique et à la nation ; l'événement sportif, surtout lorsqu'il met en jeu la représentation nationale, n'est pas un "simple produit" vendu au plus offrant.»

Au nom des impératifs du spectacle sportif et fort de ses titres de propriété, le CIO, comme la plupart des fédérations sportives, a choisi de vendre les images

des Jeux plutôt que de garantir le droit à l'information sous toutes ses formes, même si une possibilité d'accès à l'information, comprise au sens restreint du terme dans son contenu et dans les modalités de sa diffusion, est prévue par les organisateurs des Jeux. Il n'y a donc pas de limitation aux droits de propriété consentis pour la durée des Jeux aux détenteurs de droits de diffusion de l'événement : le droit à l'information ne constitue pas, selon le CIO, une catégorie pertinente qui justifierait dans le cas des Jeux olympiques un accès ouvert aux événements.

Face et contre cette position fort discutée parce que constitutive d'une atteinte aux droits de l'homme se développe une tendance sérieuse qui considère «l'information sportive comme un droit et non une marchandise».

Les pays européens

Conscient de cette problématique sans pour autant vouloir la trancher personnellement, le législateur européen a décidé de laisser à chaque Etat le soin de décider dans un premier temps ce qui devait relever de l'intérêt général et donc primer sur les intérêts particuliers des exploitants et diffuseurs.

Trois nations européennes, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Irlande ayant décidé de mettre en œuvre la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989, visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, ont édicté des législations restrictives privilégiant le droit à l'information sur les droits des fédérations d'exploiter les événements dont elles ont la propriété.

L'article 3 bis de la directive 89/552 dispose que «chaque Etat membre peut prendre des mesures, conformément au droit communautaire, pour assurer que les organismes de radiodiffusion télévisuelle relevant de sa compétence ne retransmet-

tent pas d'une manière exclusive des événements qu'il juge d'une importance majeure pour la société d'une façon qui prive une partie importante du public dudit Etat membre de la possibilité de suivre ces événements en direct ou en différé sur une télévision à accès libre. Dans ce contexte, l'Etat membre concerné établit une liste des événements désignés, nationaux ou non, qu'il juge d'une importance majeure pour la société. Il établit cette liste selon une procédure claire et transparente, en temps opportun et utile».

Certains Etats de l'Union européenne avaient fait le choix de légiférer en ce domaine.

1- La France, dès 2004 (décret n°2004-1392 du 22 décembre 2004) avait défini une liste d'événements d'importance majeure dont notamment le match d'ouverture de la Coupe du monde, les demi-finales et finales de la Coupe du monde et de l'Euro ainsi que les matchs de l'équipe de France dans les phases finales de ces compétitions.

La France n'a pas cru bon d'inclure les phases éliminatoires dans la liste des événements majeurs.

La Belgique et la Grande-Bretagne sont allées au-delà puisque leur nouvelle réglementation prévoit que l'ensemble de la Coupe du monde et de l'Euro serait soumis à une diffusion par une chaîne de «télévision à accès libre».

Cette position nécessairement causait un préjudice à la Fifa et à l'UEFA qui perdaient de potentiels acquéreurs dans la diffusion de ces matches à forte audience et donc subissaient un manque à gagner. Ces deux fédérations estimaient non fondée une décision prise par le Royaume-Uni et la Belgique de réserver la diffusion de matches de la Coupe du monde et de l'Euro à des chaînes de télévision gratuites. Elles avaient contesté cette décision devant le tribunal de l'Union européenne mais avaient été déboutées.

Pour mettre un terme à ce débat, le Tribunal de l'Union européenne a analysé si les conditions posées par la directive européenne étaient remplies avant d'étudier les moyens de recours.

Le tribunal avait rappelé qu'une législation européenne autorisait explicitement les Etats à interdire la retransmission

En outre le développement de la télévision par satellite ayant éliminé la notion de frontière, le coup devrait être encore plus sévère. En effet, dès lors que les programmes de la télévision belge ou anglaise seront accessibles dans le monde entier à quiconque possède un décodeur et une antenne satellite, chacun pourra regarder l'ensemble des matchs de ces événements sans devoir s'abonner à une chaîne cryptée.

«exclusive» des événements qu'ils jugent d'une importance majeure pour leur société, au motif que cela priverait sinon une partie importante du public de la possibilité de les suivre.

Il avait notamment souligné l'importance des Coupes du monde et d'Europe de football pour les citoyens, au-delà des amateurs traditionnels du ballon rond

La Fifa et l'UEFA ont interjeté un pourvoi contre ces jugements. «La cour a reje-

Nasr Eddine Lezzar, avocat, ex-vice-président du Tribunal arbitral des sports

té les pourvois formés par la Fifa et l'UEFA à l'encontre des arrêts du Tribunal sur la retransmission télévisuelle de la Coupe du monde et de l'Euro.»

Ce verdict devrait faire date dans la domination croissante des chaînes payantes sur le football en Europe. Au terme d'une longue bataille judiciaire, la Cour européenne de justice a décidé que les Etats de l'Union européenne avaient le droit d'interdire la diffusion de la Coupe du monde et du Championnat d'Europe de football sur des chaînes payantes et d'exiger leur retransmission sur des chaînes diffusées en clair.

Il y a lieu de préciser que dans le procès qui les a opposés aux trois Etats, la Fifa et l'UEFA ont fondé leur recours principalement sur le fait que la notion d'événement d'importance majeure n'était pas uniforme et ne pouvait englober une compétition entière composée de plusieurs dizaines de matches.

La Fifa et l'UEFA ne s'opposent donc pas — du moins officiellement — «au droit à l'information et à l'accès au grand public sans paiement à certains événements d'importance majeure» mais conteste la définition donnée par ces Etats aux événements majeurs.

La CAF n'a jamais été confrontée à pareille problématique : c'est le signe du déficit démocratique des Etats du continent.

Chaque Etat peut définir l'événement qui relève selon lui de l'intérêt général...

Le Tribunal de l'Union européenne a fait preuve d'encore plus de clarté en considérant que les Jeux olympiques, la Coupe du monde et l'Euro de football n'ont pas à remplir les critères pour être inscrits sur la liste (et d'autant plus qu'ils figurent expressément dans le texte de la directive de l'Union européenne).

Conclusions

Cette décision porte un coup sérieux aux droits des fédérations internationales sur les événements dont elles détiennent

la propriété. Elle devrait notamment avoir pour conséquence d'obliger les propriétaires de la Coupe du monde et de l'Euro à revoir leur stratégie de commercialisation des droits audiovisuels au sein de l'Union européenne dans la mesure où les agences marketing, confrontées à l'obligation pratique de limiter leurs offres aux seuls diffuseurs en accès libre, auront certainement moins d'engouement à se porter acquéreurs exclusifs.